




# PROPOSITION DE LOI SUR LE STATUT DE L'ÉLU LOCAL




## I. Reconnaître l'engagement des élus locaux à sa juste valeur en améliorant leur régime indemnitaire


 **Mieux indemniser** les maires, adjoints et conseillers municipaux

 **Bonifier** d'un trimestre par mandat complet pour la prise en compte des droits à la retraite


 Rehausser le seuil d'éligibilité des communes à la **dotation particulière « élu local »** (DPEL) de 1 000 à 3 500 habitants


## II. Améliorer les conditions matérielles d'exercice du mandat


 Améliorer la prise en charge par la collectivité des **frais de transports** engagés par les élus dans le cadre de leur mandat (conseil communautaire, syndicats ...)


 Possibilité de recourir à la **visioconférence** pour les réunions des commissions constituées par le conseil municipal

## III. Faciliter la conciliation du mandat avec l'exercice d'une activité professionnelle


 Porter de 10 à **20 jours** le nombre maximum de jours d'autorisation d'**absence** dont peuvent bénéficier les **candidats à une élection locale**


 Faciliter le recours aux **autorisations d'absence** pour les maires lorsqu'ils sont confrontés à une situation de crise ou d'urgence

 Reconnaître les spécificités de l'**élu étudiant** (autorisation d'absence, frais de déplacement ...)

 Encourager les vocations des **citoyens en situation de handicap** et simplifier l'exercice de leur mandat


## IV. Faciliter la conciliation entre l'exercice du mandat et la vie personnelle de l'élu

 Faciliter la prise en charge des **frais de garde** d'enfant ou d'**assistance** aux personnes âgées ou en situation de handicap


 Assouplir les conditions dans lesquelles les élus locaux peuvent poursuivre l'exercice de leur mandat durant leur **congé maladie, maternité ou paternité**

## V. Sécuriser l'engagement des élus et les accompagner dans le respect de leurs obligations déontologiques

 Faciliter la mutualisation du **référént déontologue** à l'échelle intercommunale


 Organiser une **formation** de deux jours en début de mandat, afin de présenter aux nouveaux élus locaux leur **rôle** et leur rappeler leurs **droits** ainsi que leurs **devoirs**

## VI. Sécuriser la sortie de mandat des élus locaux

 Introduire un système de **certification professionnelle** destiné à améliorer la reconnaissance des compétences acquises par les élus locaux au cours de leur mandat

 Elargir le bénéfice de l'**allocation différentielle de fin de mandat**

## VII. Responsabilité pénale et conflit d'intérêt

 Elargir la **protection fonctionnelle**  
Étendre le **régime de protection** à tous les conseillers municipaux en cas d'accident

Le texte en entier



LE 5 MARS DANS L'HÉMICYCLE